

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DE L'AGENCE DE REGULATION
DES TELECOMMUNICATIONS ET DES POSTES
(ARTP)
AU TITRE DE LA GESTION 2013
GROUPE 5**

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	21
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	23
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	27
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	29
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	49
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	52
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	54
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'AGENCE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS ET DES POSTES (ARTP).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de l'ARTP ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par l'ARTP et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 499.362.113 soit 79 % des marchés passés en Appel d'Offres (AO),
 - F. CFA 129.695.722 soit 21 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en place conformément aux dispositions des arrêtés les régissant.

Mais la CPM est installée dans des locaux exigus. En outre, le système de classement des documents relatifs aux marchés est inadéquat. Le rapport annuel sur les marchés de 2013 n'a pas été produit.

2- Au plan de la Passation des marchés :

- Le PPM a été modifié en de très nombreuses occasions, ce qui dénote une mauvaise appréciation des besoins de la structure. En outre, plusieurs marchés portent le même numéro de référence au niveau du PPM ;

.../...

– 2 –

- Des manquements significatifs caractérisent la comptabilité des matières : absence d'un manuel des procédures, autres manquements ne mettant pas la comptabilité des matières en situation d'être véritablement opérationnelle ;
- Les violations les plus significatives de la réglementation relative aux marchés sont relatives à la non transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires et au non respect du délai d'approbation du marché par l'autorité en charge de cette approbation ; un cas de fractionnement a été décelé sur un marché.

Conclusion de l'auditeur :

Il ressort des constats ci-avant que la performance de l'ARTP pour la gestion 2013 concernée par la revue peut être notée comme « performance moyennement satisfaisante ».

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;

- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2013 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2013,
- La balance des fournisseurs prestataires 2013,
- La situation des paiements 2013,
- Tableau des marchés et commandes 2013,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2013,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2013,
- Les dossiers de consultation 2013,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2013,
- Les bons de commandes 2013,

- Les PV de réception 2013,
- Le livre des stocks 2013,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2013,
- Les habilitations des signataires des marchés 2013,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2013,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2013,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2013,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2013,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2013,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2013.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2013 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2013 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2013;
- Rapport d'activités 2013 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2013 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, en abrégé « ARTP », est créée, auprès du Président de la République, en tant qu'autorité administrative indépendante, chargée de réguler les secteurs des télécommunications et des postes.

L'ARTP est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et de gestion.

La loi n°2011-01 du 24 février 2011 portant Code des Télécommunications assigne à l'ARTP les missions, attributions et prérogatives suivantes :

3.1 Missions :

- Mission d'ordre général (application de la réglementation, conseil, avis et propositions de textes législatifs et réglementaires au Président de la République et au Gouvernement) ;
- Veiller au respect des règles d'une concurrence saine et loyale ;
- Assurer le suivi des cahiers des charges des opérateurs ;
- Assurer le respect d'une interconnexion équitable entre les opérateurs ;
- Assurer la gestion et le contrôle des ressources rares (fréquences et numéros) ;
- Mettre en place les outils régulatoires (approbation des offres techniques et tarifaires du dégroupage, définir les modalités d'application de la sélection du transporteur, veiller à la définition et la mise en œuvre des conditions et modalités de la portabilité des numéros) ;
- Encadrer les tarifs des opérateurs puissants ;
- Coordonner la mise en œuvre de la politique de développement du service/accès universel ;
- Accorder les autorisations et veiller à l'application de la réglementation, de l'enregistrement et de la gestion des noms de domaine et mettre en place un mécanisme de gestion approprié ;
- Participer à la représentation du Sénégal aux réunions organisées par les organisations internationales lorsque sont examinées des questions relevant de ses missions.

3.2 Attributions :

- Attributions consultatives : l'ARTP est consultée par les ministères sectoriels sur tous projets de textes législatifs et réglementaires; pour ce faire, l'ARTP consulte, à son tour, les acteurs des secteurs régulés ;
- Attributions informatives: l'ARTP édite un bulletin officiel, disponible sur son site Web.

3.3 Prérogatives :

- Régler les litiges entre les opérateurs des secteurs régulés, d'une part et, d'autre part, entre les opérateurs et les consommateurs, d'autre part ;
- Sanctionner les manquements des opérateurs au regard des lois et règlements, de leurs conventions de concession et cahiers des charges ;
- Rechercher et constater les infractions au Code des Télécommunications et au Code des Postes ;
- Exiger la modification des clauses abusives des contrats des opérateurs ;
- Le cas échéant, astreindre financièrement les opérateurs.

3.4 Les Organes de l'ARTP

Aux termes de l'article 150 du Code des Télécommunications, l'ARTP est composée de deux organes: un Collège et une Direction générale.

Dispositions relatives au Directeur général:

Attributions en matière de régulation:

Le Directeur général est chargé d'instruire les dossiers en matière de régulation et de prendre toutes décisions dans les domaines autres que ceux réservés au Collège.

Attributions en matière de gestion:

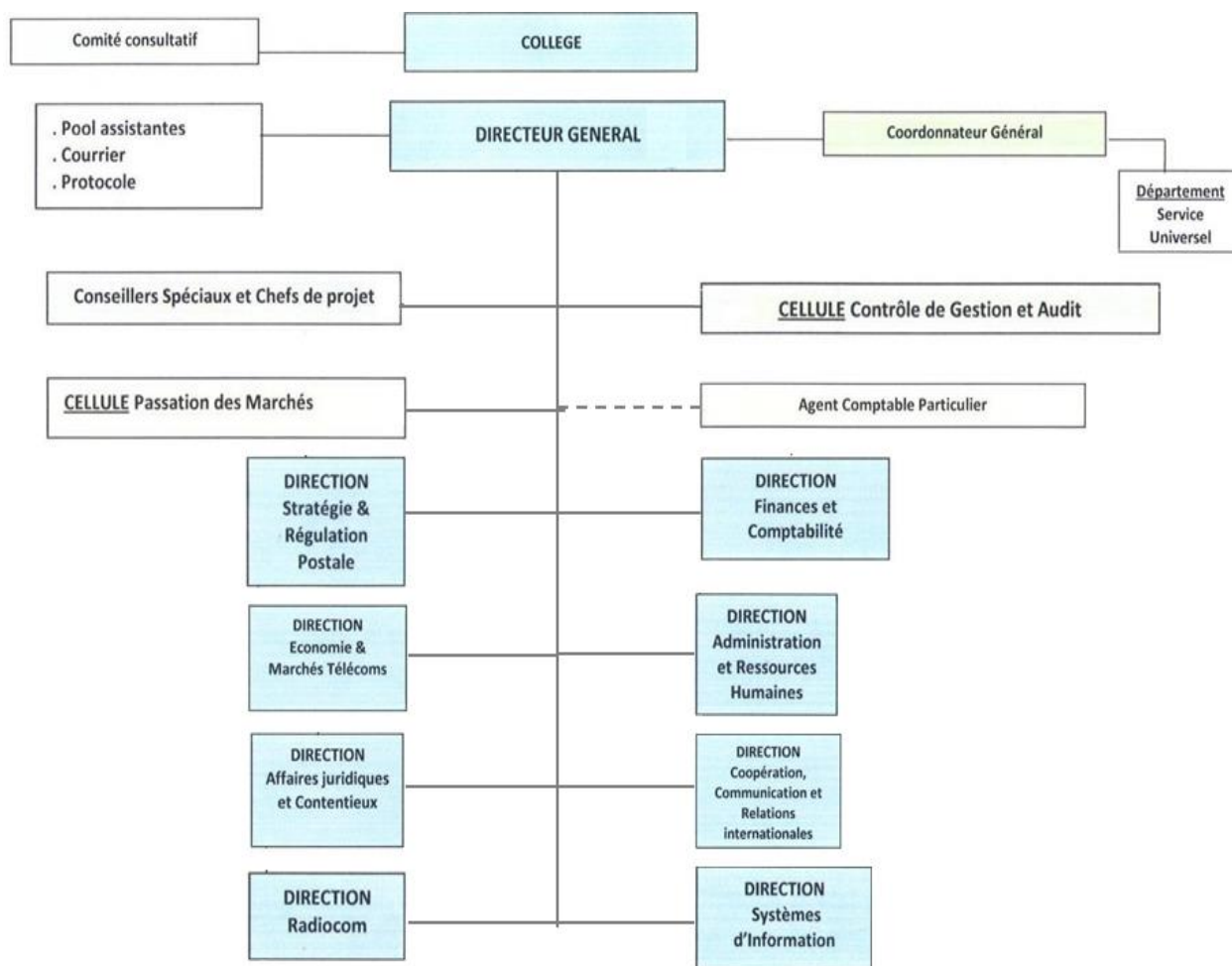
Le Directeur Général :

1. détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la gestion interne de l'ARTP;
2. accomplit ou autorise tous actes et opérations relatifs à l'objet de l'ARTP dans le respect des décisions du Collège;
3. représente l'ARTP vis-à-vis de l'Etat, des administrations publiques et des tiers;
4. représente l'ARTP en justice et peut intenter toutes actions judiciaires ayant pour objet la défense des intérêts de l'Autorité, mais il doit toutefois en aviser immédiatement le Collège;
5. En tant qu'ordonnateur, engage les dépenses par acte, contrat ou marché, fait tenir la comptabilité des dépenses engagées, liquide et constate les dépenses et les recettes de l'ARTP et délivre à l'agent comptable, les ordres de paiement et les titres de recettes correspondants;

Le Directeur général a la qualité d'employeur au sens du Code du Travail.

3.5 Organigramme de l'ARTP

Lors de notre passage l'organigramme est le suivant :



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1 La Commission des Marchés (CM) :

La Commission des Marchés a été mise en place conformément aux dispositions de l'arrêté n°012786 du 26 décembre 2012.

Mais le délai requis pour la convocation des membres de la CM n'est pas toujours respecté.

De même, la réception effective des convocations n'est pas matérialisée.

4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :

La Cellule de Passation des Marchés a été mise en place dans les délais requis.

Mais il convient de noter que la CPM est située dans des locaux exigus qui ne permettent pas une bonne disposition des équipements et un correct archivage des documents de passation des marchés. Ces documents ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et le classement est inadéquat, par référence au Manuel de Classement et d'Archivage recommandé sur le site des marchés publics.

Le rapport annuel sur les marchés de l'exercice 2013 n'a pas été produit par la CPM.

4.3 La Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :

Elle a été signée par les membres de la CM et de la CPM.

Mais elle n'a pas été signée par les membres des comités techniques, alors qu'ils sont soumis aux mêmes règles que les membres de la CM.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET
RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

**5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ARTP /
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :**

5.1 La Commission des marchés :

La commission des marchés de l'ARTP a été mise en place pour l'exercice 2013 par la décision N 0168/ARTP/DG du 25 janvier 2013 conformément à l'arrêté N 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de cinq membres titulaires et de cinq suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres aux réunions de la CM a permis de noter que le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté. Le contrôleur financier est parfois convoqué la veille de la tenue des réunions.

La réception effective des convocations n'est pas toujours matérialisée.

Il faut noter également que les convocations ne sont pas archivées au niveau de la CPM. Elles sont détenues par le président de la CM.

La même commission a été reconduite en 2014 à l'exception d'un membre et de tous les suppléants qui ont été remplacés.

5.3 Besoin de formation :

Les membres de l'actuel CM ont émis le souhait d'être formés sur les nouveaux changements apportés par le code des marchés publics, décret 1212-2014 du 22 septembre 2014, qui a été publié dans le journal officiel du 04 octobre 2014, date de sa mise en vigueur.

5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

Les indemnités relatives à la tenue des réunions de la CM sont régulièrement payées aux membres conformément

Recommandations :

- *Matérialiser la réception effective des convocations.*
- *Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.*
- *Archiver les convocations des réunions de la CM au niveau de la CPM.*

5.5 La Cellule de passation des marchés :

La CPM a été mise en place avec la décision n° 123/ARTP/DG du 25 janvier 2013 fixant la nouvelle organisation de l'ARTP. Dans le cadre de ce dispositif, le coordonnateur de la CPM a été nommé par décision n°013/ARTP/DG du 25 janvier 2013 avec rang de Chef de Division.

Des changements sont intervenus en 2014 et avec la mise place d'un nouvel organigramme, le coordonnateur de la CPM a été nommé par décision n°0020/ARTP/DG du 30 juillet 2014 avec rang de Directeur. Ce qui confère à la CPM beaucoup plus d'importance face à ces lourdes responsabilités, en reprenant les appréciations du DG sur les motivations d'une telle décision.

Il faut noter toutefois que les locaux de la CPM sont très exigus. Ce qui n'a pas facilité le travail de la mission installée dans le bureau du coordonnateur très exigü.

5.6 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :

Les locaux destinés à l'archivage sont très exigus et ne permettent pas une bonne disposition des équipements de classements et d'archivage des documents de passation des marchés. Ces derniers ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et il n'y a pas de classement comme le recommande le manuel de classement et d'archivage disponible sur le site des marchés publics. Cette situation a rendu difficile la collecte des données pour l'audit.

Des équipements pour le classement sont disponibles, mais sont mal utilisés.

De plus, des archives antérieures à l'exercice 2012 sont toujours gardées dans les archives de la CPM et ne sont pas encore déclassés dans les archives centrales de l'ARTP.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas non plus disponible au niveau de la CPM.

L'ARTP a prévu dans son plan de recruter un archiviste pour l'ensemble de sa documentation.

Recommandations:

- *Mettre a la disposition de la CPM un local plus spacieux et plus opérationnel ;*
- *Centraliser les documents de passation des marchés au niveau de la CPM.*
- *Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;*
- *Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;*
- *Utiliser les équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;*

5.7 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Le rapport annuel de la CPM n'a pas été produit pour l'exercice 2013 contrairement aux dispositions de l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

L'arrêté mentionne que la CPM doit procéder à « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle à priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

Recommandation :

- *Elaborer le rapport annuel de la CPM conformément à l'arrêté ci-dessus remplacé aujourd'hui par l'arrêté n 00865 du 22/01/2015.*

5.8 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :

Les membres de la CM et de la CPM ont tous signé les attestations de prise de connaissance de la CTE qui ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les actes de nomination de ces derniers.

Il faut noter cependant que les membres des comités techniques qui ne sont pas membres de la CM ne signent pas l'attestation de prise de connaissance de la CTE alors qu'ils sont tenus aux mêmes règles de confidentialité et de secret que les membres de la CM.

Recommandation :

Faire signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d'évaluation.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le PPM a été publié sur le site des marchés publics, le 26 Février 2013, soit avec un retard de un (1) mois. Ce PPM a été modifié à dix sept (17) reprises, ce qui fait un total de 18 versions sur le site.

Plusieurs des marchés figurant sur le PPM portent le même numéro de référence.

6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) :

L'AGPM a été publié avec un retard de vingt trois (23) jours.

Certains marchés de prestations intellectuelles n'ont pas été inscrits dans l'AGPM.

6.3 La Structure d'Audit Interne :

Cette structure n'avait mis en œuvre aucune mission de contrôle des procédures de passation des marchés, au titre de l'exercice 2013.

6.4 La Comptabilité des Matières :

Un Manuel de Procédures relatif à la Comptabilité des Matières n'avait pas été mis à la disposition du Comptable Matières.

Cette Comptabilité des Matières est caractérisée par des manquements significatifs ; ces manquements ne mettent pas l'ARTP en situation :

- d'évaluer de manière précise ses besoins au début de l'année et donc d'élaborer un PPM sur des bases fiables ;
- de surveiller et de moraliser les consommations des services, et donc d'atteindre l'objectif d'économie préconisé par le Code des Marchés Publics ;
- d'assurer un contrôle sur les existants physiques (stocks, immobilisations) et de prévenir ainsi tout détournement d'une partie du patrimoine de l'Agence.

6.5 Tableau de synthèse des marchés passés par l'ARTP et de l'échantillon constitué :

Au titre de la gestion 2013, l'ARTP a passé 16 marchés pour un montant total de 739.644.178 F CFA.

L'échantillon constitué a porté sur neuf (9) marchés d'un montant total de 629.057.835 F CFA, soit 85 % des marchés passés en 2013.

Les principales violations des réglementations relatives aux marchés peuvent être résumées comme suit :

- non respect des règles de publicité relatif à l'attribution définitive,
- non transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires,
- non respect du délai d'approbation du marché par l'autorité en charge d'approuver le marché,
- pratiques de fractionnement décelées sur un marché (Marché de « Service de Gardiennage des locaux de l'ARTP).

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2013 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été modifié 17 fois, ce qui fait un total de 18 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 26/02/2013, soit avec un retard de près d'un mois.

La dernière et 18^{ème} version créée le 26/11/2013 comprend 67 marchés. Il ressort de l'examen de ce PPM que plusieurs marchés portent la même référence dont quelques exemples ci-dessous :

Réf.	Réalisations envisagées	Type de marché	Mode de passation
F_DG_001	Fournitures de bureau et consommables informatiques	Fournitures	DRP
F_DG_001	Acquisition de Serveurs, Firewall et Baie de stockage Lot1: Serveurs Lot2: Firewall ou pare-feu	Fournitures	AOO Supprimé

	(outil de sécurisation réseau) Lot3: Serveur Lame compatible avec châssis DELL M1000E Lot4: Baie de stockage SAN de 30 To compatible avec DELL EQUALOGIC PS		
F_DG_001	Un (01) Groupe électrogène de 10KVA pour site de Khombole	Fournitures	DRP
F_DG_001	Matériel de bureau et mobilier de bureau Lot 1 Matériels de bureaux Lot 2 Acquisition mobilier de bureau	Fournitures	AOO
F_DG_001	Deux (02) Terrains abritant les CRCF à acquérir	Fournitures	AOO Supprimé
F_DG_001	Acquisition de véhicules pour le parc automobile de l'ARTP	Fournitures	AOO
T_DG_001	Aménagement d'une Clôture pour le champ d'antennes HF	Travaux	AOO
T_DG_001	Aménagement d'une Voirie d'Accès Latéritique d'environ 1km	Travaux	DRP
T_DG_001	Aménagement de bureaux au profit des membres du Collège	Travaux	DRP
T_DG_001	Travaux de mise à la terre et de protection foudre	Travaux	DRP
T_DG_001	Construction d'un local pour gardiens	Travaux	DRP

Il faut noter également, que pour la DRP 2013/004/ARTP/DG/ Conception d'objets publicitaires, conception et impression sur tee-shirts et casquettes l'intitulé ne correspond pas à celui qui figure sur le PPM et qui est « F_DG_004 : Confection objets publicitaires, Conception et impression documentation : Lot 1: T-shirt, stylos, flyers et calendriers ; Lot 2 : Bulletin ARTP, catalogues et plaquettes ». Ce qui le classe sur la liste des marchés non inscrits au PPM.

Recommandation :

- 1) *La DCMP et l'autorité contractante doivent être plus vigilantes sur ces références identiques dans le PPM, pour éviter toute confusion, notamment sur les statistiques des marchés.*
- 2) *Les marchés à passer doivent être inscrits par l'AC dans le PPM conformément à l'article 6 du CMP et en respectant leurs intitulés pour éviter toute confusion.*
- 3) *L'AC doit veiller au respect des délais de publication.*
- 4) *L'AC doit éviter d'utiliser les mêmes références pour des marchés différents.*

Avis General de Passation des Marchés (AGPM) :

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2013 a été publié dans le journal «Le Soleil » N° 12824 du 23 Février 2013.

Un retard de plus de 23 jours a été noté sur la publication de l'AGPM.

Ce qui n'est pas conforme à l'article 6 du CMP qui précise que « Les projets de marché figurant dans le plan de passation des marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres

comportant un appel public à la concurrence, en application des dispositions du présent décret, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, **avant la fin du mois de janvier** de l'année prévue pour leur passation, d'un avis général établi et publié selon le modèle arrêté par décision de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

Le marché de prestations intellectuelles « C_DG_047/ Mise à jour de l'enquête TIC réalisée en 2010 auprès des ménages et entreprises du Sénégal » à lancer après AMI n'a pas été inscrit dans l'AGPM, de même que le marché de service « Réalisation, sur demande de l'ARTP, de missions ponctuelles de mesure des réseaux des opérateurs de téléphonie mobile au courant de l'année 2013 » à passer par AOO.

Recommandation :

- 1) *se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication du PPM et de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante.*
- 2) *Inscrire sur l'AGPM tous les marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence.*

7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Le service d'audit n'a pas encore procédé au contrôle des procédures de passation des marchés. Le nouveau responsable de la Cellule Contrôle de Gestion et Audit rencontré (qui est également un spécialiste en passation des marchés) a souligné que c'est un manquement qui sera corrigé très prochainement et l'a inscrit dans son plan d'action.

Recommandation :

- *Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.*
- *Prévoir dans les missions de la CCGA, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.*

7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

Le responsable de la comptabilité matières a un niveau de Bac+2 (Agent Technique en Génie Civil). Il a été recruté en 2004 et s'occupe de la Comptabilité Matières depuis 2013. Il n'a pas fait de formation en passation de marché. Il ne dispose pas d'un manuel de procédure sur la comptabilité matière toutefois, le service informatique lui a conçu un logiciel pour la gestion des stocks qui lui donne un tableau « Entrées/Sorties/Solde ».

Les manquements suivants ont été constatés:

- Pas de tenue d'un journal des stocks ;

- Pas de fiche d'Entrée : c'est le Bordereau de Livraison qui est utilisé en lieu et place (les Entrées sont consignés à partir de la liasse composée du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception) ;
- Existence de « Bon de sortie » fait maison en guise de fiche de sortie ;
- Tenue d'un cahier de sorties récapitulant tous les bons de sortie ;
- Rapport des entrées/sorties fait chaque mois (il s'agit en fait du tableau Entrées/Sorties) ;
- Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Les immobilisations ne sont pas affectées d'un n° de nomenclature ;
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux ;
- Pas d'inventaire physique en cours ou en fin d'année ;
- Pas de magasin de stockage (les fournitures sont stockées dans le bureau du comptable matières) ;
- Manque de personnel ;
- Formation.

La réception des fournitures est faite sans la présence du prestataire. Le Procès-verbal de réception est établi par le comptable matières et n'est signé que par des agents de l'ARTP. Le fournisseur est ensuite saisi par correspondance, pour lui faire part des observations et réserves éventuelles soulignées lors de la réception.

Recommandation :

- *Mettre en place une comptabilité matière avec tous les outils nécessaires ;*
- *Renforcer les capacités du personnel en charge de cette activité en comptabilité matière et en passation des marchés ;*
- *Réceptionner les prestations en présence des prestataires ;*
- *Désigner par un acte écrit le comité de réception des prestations.*

7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :

Aucun versement n'a été effectué à l'ARMP au titre de l'exercice 2013.

7.5 La personne responsable de marchés (PRM) :

Conformément à l'article 28 du CMP, le Directeur General de l'ARTP est la PRM.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :

Echantillon :

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

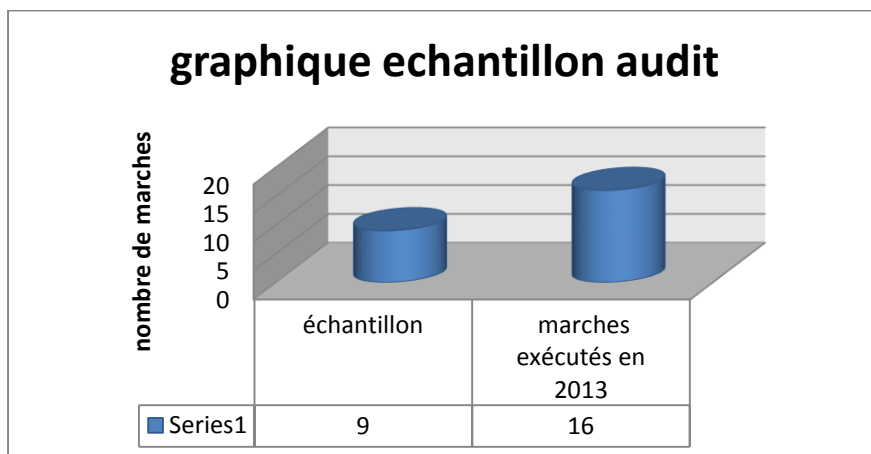
En s'appuyant sur ces éléments la liste des marchés à auditer a été la suivante :

N°	Marchés 2013	Type	titulaire	Montant FCFA TTC
1	AO N°006/2013/ARTP/DAF/C A "acquisition de mobiliers et matériels de bureau"	fourniture	Lot 1 : MASTER OFFICE Lot 2 : MEDIA AFRIQUE	Lot1 : 58 061 111 Lot 2 : 30 562 000
2	AO N°2013/004/ARTP/DAF "acquisition de véhicules parc ARTP"	fourniture	SARRE-CONS	Lot 1 : 126 000 000 Lot 2 : 70 000 000
3	AOO "acquisition de 02 onduleur de 30 KVA"	fourniture	ENERGIECOM	57 110 232
4	AO N°2013/005/ARTP/DAF "assurance"	service	Lot 1 : NSIA Assurance Lot 2 : NSIA Assurance Lot 3 : SONAM	Lot 1 : 143 137 040 Lot 2 : 9 122 210 Lot 3 : 5 369 520
5	DRP "mise à terre du bâtiment de yeumbeul"	travaux	MEDIA AFRIQUE	17 685 722
6	DRP "tee-shirt casquettes"	fourniture	Société JAMARIE	28 910 000
7	DRP "audit organisationnel"	PI	GLOBAL MANAGEMENT SERVICES	29 500 000
8	DRP "assistance fiscale"	PI	SCC	23.687.000
9	DRP "gardiennage"	service	ASEP	29 913 000
	TOTAL			629 057 835

Le pourcentage vérifié en nombre de marchés et en montant est le suivant :

Marchés	nombre	pourcentage	montant	pourcentage
échantillon	9	56%	629 057 835	85%
Total marchés exécutés en 2013	16	100%	739 644 178	100%

Représentation graphique de l'échantillon :



Ce qui donne les statistiques suivantes par mode et par type

Tableau par mode

Marchés par mode	Nombre	Pourcentage nombre	Montant	Pourcentage montant
AOO	4	44%	499 362 113	79%
DRP	5	56%	129 695 722	21%
Total	9	100%	629 057 835	100%

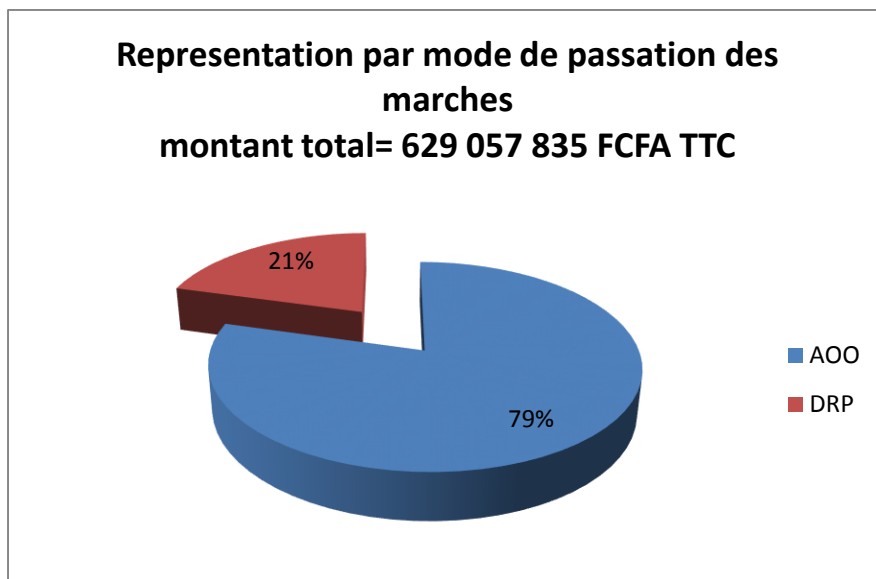
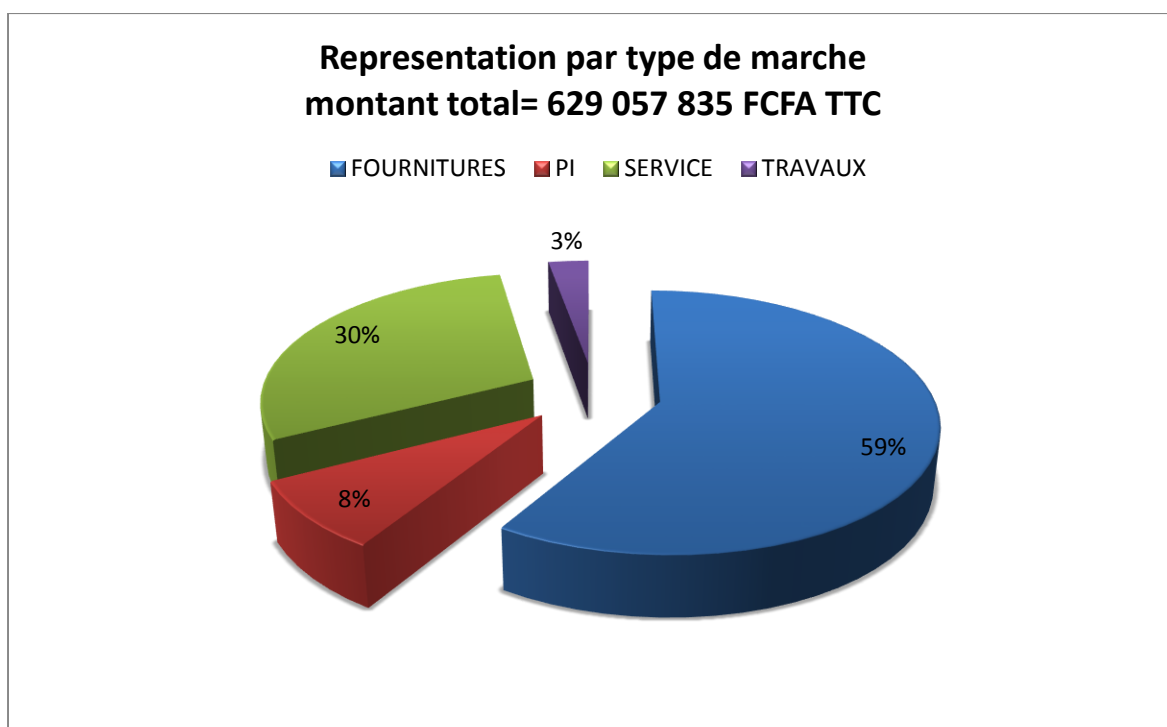


Tableau par type

type de marchés	nombre	pourcentage nombre	montant	pourcentage montant
fournitures	4	44%	370 643 343	59%
PI	2	22%	53 187 000	8%
service	2	22%	187 541 770	30%
travaux	1	11%	17 685 722	3%
TOTAL	9	100%	629 057 835	100%



Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :

Les seuils applicables à l'ARTP sont spécifiés à l'article 53 qui précise « pour ce qui concerne les marchés des sociétés nationales, des sociétés anonymes à participation publique majoritaire et des agences ou autres organismes ayant la personnalité morale, mentionnés à l'article 2.1 d) :

- a) 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

Marchés conclus par AOO :

Les seuils de revue préalable des marchés de l'ARTP par la DCMP fixés par l'arrêté n°12 785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Cinq cent (500) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

La revue a porté sur quatre marchés passés par appel d'offre sur un total de 499 362 113 FCFA TTC, soit un pourcentage de 79% du total des marchés objet de la revue. Il s'agit de :

- trois marchés de fournitures pour un montant total de 350 623 111 FCFA TTC qui n'ont pas atteint le seuil de revue de la DCMP et
- un marché de service pour 157 628 770 FCFA TTC qui a atteint le seuil de revue de la DCMP.

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :

Un seul des marchés audités a atteint le seuil de revue et a été soumis à la DCMP. Il s'agit du marché de service « Recrutement de compagnies d'assurance en 3 lots pour un montant global de 157 628 770 FCFA TTC ».

Après vérification, les constats sur ce marché sont les suivants :

❖ **M3 = Marché « Recrutement de compagnies d'assurance » (Lot 1 : assurance maladie, Lot 2 : assurance sur le risque Professionnel, Lot 3 : Flotte Auto)**

Référence : AO/2013/005/ARTP/DAF

Montant Lot 1 : 143 137 040 F CFA TTC ; titulaire : NSIA Assurance.

Montant Lot 2: 9 122 210 FCFA ; titulaire : NSIA Assurance.

Montant Lot 3: 5 369 520 TTC ; titulaire : SONAM

- 1) Non respect du délai d'évaluation : l'ouverture des offres s'est faite le 29 Aout 2013 à 15H30, le PV d'attribution provisoire date du 25 Septembre 2013 soit 28 jours, d'où une prorogation du délai d'évaluation de 13 jours sans autorisation de la DCMP. Il s'en suit une violation de l'article 70 du CMP.
- 2) Non respect des règles de publicité : L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP qui précise « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».
- 3) Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'attestent les courriers suivants :
 - Avis sur projet d'avenant : Par lettre n°004359/MEF/DCMP du 06 Aout 2013

- Avis sur rapport d'analyse comparative des offres et sur procès verbal d'attribution provisoire : par lettre n°005590/MEF/DCMP du 10/10/2013

Recommandations

- *Respecter le délai d'évaluation de 15 jours, et au besoin d'une prorogation faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70.*
- *Publier l'avis d'attribution définitive.*

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :

Les trois marchés passés par appel d'offres et n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP sont les suivants:

- *acquisition de véhicules pour le parc de l'ARTP en 2 lots pour un montant de 196.000.000 FCFA TTC;*
- *Fourniture de deux (2) onduleurs intelligents de 30 KVA et réalisation des services connexes pour un montant de 57 110 232 FCFA TTC ;*
- *Acquisition de mobiliers et matériels de bureau en 2 lots pour un montant de 88.623.111 FCFA TTC*

❖ **M1 = Marché « acquisition de véhicules pour le parc de l'ARTP »**

Référence : AO/2013/004/ARTP/DG/DAF/CA

Titulaire : SARRE-CONS

Montant Lot 1 : 126 000 000 FCFA TTC (02 véhicules de plus de 15 CV)

Montant Lot 2 : 70 000 000 FCFA TTC (02 véhicules de moins de 15 CV)

- 1) Non respect des règles de publicité : L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP.
- 2) Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.
- 3) Le délai d'approbation du marché a été long et fait près de deux mois contrairement à l'article 84 du CMP. (Date de soumission à l'approbation : 27/03/2014 ; Date d'approbation : 19/05/2014)

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'attestent les courriers y relatifs:

- lettre n°003912/MEF/DCMP/DCV/40 du 18/07/2013 donnant l'ANO sur le Dossier d'Appel d'Offres (DAO)
- lettre n°000820/MEF/DCMP/54 du 19/02/2014 et la lettre N°880 /MEF/DCMP/54 du 28/02/2014 donnant l'ANO sur le rapport d'analyse comparative des offres accompagné du procès-verbal d'ouverture des plis et du procès-verbal d'attribution provisoire.
- la lettre n°002231/MEF/DCMP du 30/04/2014 relative à l'examen juridique et technique du marché.

Recommandation:

- *Publier l'avis d'attribution définitive ;*
- *Transmettre le PVO des plis aux soumissionnaires ;*
- *L'autorité compétente doit approuver le marché dans les délais stipulés à l'article 84 du CMP.*

❖ ***M2 = Marché « Fourniture de deux (2) onduleurs intelligents de 30 KVA et réalisation des services connexes » Souscription : 16/09/2013 - Approbation: 10/10/2013 ; Notification : 11/10/2013/***

Référence : AO /2013 /02/ARTP/DG/DAF

Titulaire : ENERGIECOM SARL

Montant : 57 110 232 FCFA TTC

- 1) Non respect du délai d'évaluation : L'ouverture des plis prévue dans un premier temps le 23/05/2014 n'a été faite que le 29/05/2014 et le PV d'attribution provisoire à ENERGIECOM SARL est du 24/06/2013 soit un délai de 26 jours. La proposition à l'autorité contractante de l'approbation de l'attribution provisoire n'étant intervenue que le 02/07/2014, le délai constaté est de 34 jours.
- 2) Non respect des règles de publicité : L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP.
- 3) Non respect du délai d'approbation par l'autorité chargée d'approuver le marché: le délai d'approbation est de 94 jours (délai entre date de soumission à l'approbation et date d'approbation effective)
- 4) Le contrat est une durée de 38 jours à compter de la notification définitive intervenue par lettre N3865/ARTP/DG/DAF du 11/10/2013. La livraison finale est constatée le 31/10/2013, soit 20 jours après la notification définitive, pas de dépassement de délai.
- 5) La réception s'est effectuée en deux étapes : BL N° 1355 du 18/10/2013 reçu le 21/10/2013 et BL N° 1360 du 30/10/2013 reçu le 31/10/2013 pour constater la livraison des cartes SNMP qui avaient fait l'objet de réserve lors de la première réception. la réception a été faite par une commission dûment constituée à cet effet.
- 6) Les paiements ont été effectués en 2014 : Facture d'acompte N° AC 1397-ARTP du 30/10/2013 d'un montant de 51 399 208 FCFA par virement N°00007/ARTP/ACP du 15/01/2014 ; Facture de solde N° AC 14004-ARTP du 16/01/2014 d'un montant de 5 711 023 FCFA par virement N°00026/ARTP/ACP du 24/02/2014. Les paiements sont conformes aux conditions fixées dans le marché.

Recommandations

- *Respecter le délai d'évaluation de 15 jours, et au besoin d'une prorogation du délai faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70.*

- *Publier l'avis d'attribution définitive.*
- *Veiller au respect du délai d'approbation.*

❖ **M4 = Marché «Acquisition de mobiliers (lot1) et matériels (lot2) de bureau»**

Référence : AO/2013/006/ARTP/DG/DAF/CA

Montant Lot 1: 58 061 111 F CFA TTC ; titulaire : MASTER OFFICE

Montant Lot 2: 30 562 000 F CFA TTC ; titulaire : MEDIA AFRIQUE

- 1) Le marché est inscrit dans le PPM. Il est mentionné dans l'Avis Général de Passation de Marchés, publié dans le journal «Le Soleil » N° 12824 du 23 Février 2013.
- 2) Publication de l'avis d'AO : supports de publication, nombre de parutions : Paru dans le SOLEIL du mercredi 27 novembre 2013 N°13052 en une parution.
- 3) Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO et prennent en compte: l'Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, la date et l'heure de dépôt des offres (26 décembre 2013 à 15H30 mn); le montant des garanties de soumission (Lot1 : 1 500 000 FCFA ; Lot 2 : 1 000 000 FCFA) et la durée de validité de l'offre (90 jours. Le délai d'un mois accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté
- 4) L'attribution provisoire a été publiée dans le journal quotidien «SUD QUOTIDIEN » du 26 Mai 2014
- 5) L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP.
- 6) Pas de documents attestant de la transmission du PV d'ouverture des offres.
- 7) Les marchés sont bien approuvés par les autorités compétentes les 16/06/2014 et 11/07/2014 respectivement le Directeur Général et le Président du Collège de Régulation de l'ARTP.
- 8) La DCMP a donné son Avis favorable sur le Dossier d'Appel d'Offres, sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.
- 9) MASTER OFFICE a fourni une Garantie de bonne exécution N°14/104347CTP-BE du 05/08/2014 de la SONAC d'un montant de 2 874 312 FCFA ; MEDIA AFRIQUE n'a pas encore retourné le marché signé et enregistré dans lequel pourrait se trouver la Garantie de bonne exécution comme c'est le cas avec le marché de Master Office.
- 10) Le Lot 1 : Mobilier de bureau (Master Office) a été réceptionné par le comptable matières : BL n°BL002295 du 16/06/2014 ; PV de réception du
- 11) Le Lot 2 : Matériel de bureau réceptionné par le comptable matières le 23/03/2015 avec le bordereau de livraison de Média Afrique sans numéro ni date mais reçu par l'ARTP le 23/03/2015 ; le PV de réception mentionne certaines observations et note que les photocopieuses et les machines calculatrices livrées ne sont pas conformes qualitativement. Par ailleurs, pour ce lot, étant donné que

le délai d'exécution de trente (30) jours commençait le 11/07/2014 et que la livraison n'est intervenue que le 23/03/2015, la durée de l'exécution du marché a été de deux cent cinquante et un (251) jours : soit un dépassement de deux cent vingt et un (221) jours.

12) On remarque que les PV de réception ne sont signés que par l'ARTP sans la présence du fournisseur. C'est par la suite que ce dernier est saisi pour apporter des solutions aux manquements constatés.

Recommandation:

- ***Publier l'avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.***
- ***Respecter les délais stipulés dans les contrats.***
- ***Appliquer les pénalités de retard.***
- ***Respecter les formalités de réception : mettre en place, par acte écrit, une commission de réception; réceptionner les prestations avec plus d'un agent et le prestataire.***

Marchés conclus par AOR :

L'ARTP n'a pas passé de marché par Appel d'offre restreint (AOR) durant l'exercice 2013.

Marchés de prestations intellectuelles :

Durant l'exercice 2013, l'ARTP n'a eu à exécuter que deux marchés de prestations intellectuelles qui sont :

- La DRP "audit organisationnel" pour un montant de 29.500.000 FCFA TTC attribué au cabinet GMS et
- La DRP "assistance fiscale" pour un montant de 23.687.000 FCFA TTC attribué au cabinet SCC. Ces deux marchés sont traités ci-dessous.

Marchés conclus par DRP :

Ils sont au nombre de quatre et sont les suivants :

- Marché de DRP « assistance fiscale »,
- Marché de DRP « mission d'audit organisationnel »,
- Marché de DRP « conception d'objet publicitaires, conception et impression sur tee-shirts et casquettes »,
- Marché DRP « services de gardiennages des locaux de l'ARTP ».

❖ ***M5 = Marché de DRP « ASSISTANCE FISCALE »***

Sans référence

Titulaire : SCC

Montant : 23.687.000 FCFA TTC

- 1) Le dossier de consultation n'est pas conforme puisqu'il s'agit d'une PI. La procédure d'ouverture des propositions qui aurait dû se faire en deux temps tels que préconisé par le CMP :
 - i. Ouverture des propositions technique,
 - ii. Evaluation selon la méthode de sélection spécifiée dans la DP,
 - iii. Ouverture des propositions financières des candidats retenus à la suite de l'évaluation des propositions techniques,
 - iv. Désignation de l'attributaire
- 2) Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Recommandations :

- *Bien identifier le marché à passer durant la phase de programmation ;*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics.*

❖ **M6 = Marché de DRP « MISSION D'AUDIT ORGANISATIONNEL »**

Référence : ARTP/DG/DAF du 01/08/2013/ N° 2064, 65, 66,67 et 75

Titulaire : GLOBAL MANAGEMENT SERVICES (GMS)

Montant : 29 500 000 FCFA TTC

Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

La réception du rapport définitif n'a pas encore eu lieu alors que le contrat ne devrait durer que trois (3) mois à compter de sa date de signature intervenue le 07/10/2013.

Au passage de la mission d'audit de l'ARMP débutée le 28/01/2014, ce rapport définitif n'était pas déposé soit plus d'un (1) an trois mois depuis la signature du contrat.

Seule l'Avance de Démarrage a été payée : Facture N° 20130182/ARTP/01 du 21/11/2013 transmise le 26/11/2013, reçue par ARTP le 28/11/2013 et mise en paiement par le virement N° 000001/ARTP/ACP du 22/01/2014.

Le décompte final n'est pas encore parvenu à l'ARTP puisque le rapport définitif n'est pas encore produit.

Le paiement est conforme aux conditions fixées par le contrat.

Recommandations

- *Bien suivre l'exécution des contrats.*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics.*

❖ **M7 = Marché de DRP « Conception d'objet publicitaires, conception et impression sur tee-shirts et casquettes »**

Référence : 2013/004/ARTP/DG

Titulaire : Société JAMARIE

Montant : 28 910 000 F CFA TTC

- 1) La DRP a fait l'objet d'un contrat de Prestations de Services (en lieu et place normalement d'un marché de fourniture)
- 2) Une insuffisance de caractéristiques techniques concernant les produits a été notée dans La DRP.
- 3) La date de réception du courrier par les candidats n'a pas été précisée à côté des décharges des candidats. Ce qui ne permet pas de se prononcer sur le traitement équitable relatif à la remise simultanée de la lettre d'invitation telle que stipulée à l'article 78.
- 4) Les lettres de notification des candidats non retenus n'ont pas été retrouvées
- 5) L'attributaire a été désigné avant la production des pièces administratives. En effet la société JAMARIE n'a produit son attestation de l'IPRES que le 23/09/2013. Une attestation pour soumissionner aux marchés de la CSS lui a été délivré le 02/10/13
- 6) La DRP n'a pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.
- 7) LA DRP ne fait état d'aucun délai de livraison.

Recommandations

- *Bien identifier le marché à passer durant la phase de programmation ;*
- *Définir avec précision les caractéristiques techniques des acquisitions au moment de l'élaboration des dossiers de consultation ;*
- *Renseigner les accusés de réception des documents remis aux prestataires ;*
- *Archiver les documents de passation des marchés au niveau de la CPM ;*
- *Les prestataires doivent produire les documents réclamés à la suite de l'évaluation, au plus tard au moment indiqué par le CMP et non après ;*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics.*
- *Préciser dans les contrats les délais de livraison des fournitures.*

❖ **M8 = Marché DRP « services de gardiennages des locaux de l'ARTP »**

Sans référence

Titulaire : ASEP

Montant : 29 913 000 FCFATTC

La DRP est indiquée dans la 18^{ème} version du PPM N° P_ARTP_2013_18 pour la gestion 2013 transmis à la DCMP. **Son examen révèle des pratiques de fractionnement au vu des règlements fait en 2013 sur le même objet sans contrat pour un montant global de 49.880.000 FCFA TTC.** Sur ce montant un marché par entente directe a été autorisé par le CRD/ARMP pour la prise en charge de 6 mois de gardiennage des locaux de l'ARTP. **Le contrat n'a pas été mis à la disposition de la mission.**

La publicité est faite par lettre d'invitation du 30 Décembre 2013 pour une date limite de dépôt des offres fixée au plus tard le 15 janvier 2014 à 10 heures 30 précises, soit 15 jours, délai raisonnable.

Les offres ont été ouvertes le 20/01/2014 à 15 h 30 dans la salle de conférence de l'ARTP à l'Immeuble IMOTHEP VDN, en séance publique en présence des membres de la Commission des Marchés, d'un membre de la CPM et des soumissionnaires qui ont émargé sur une feuille de présence. Deux (02) offres ont été reçues et ont été archivées

A la suite de l'évaluation des offres, le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. L'évaluation s'est faite selon les instructions contenues dans les TDR fournis aux candidats. La société Agence de Sécurité Elite Prestige, a été désignée attributaire du marché et une notification lui a été envoyée dans ce sens.

Le candidat non retenu, PHOENIX SENEGAL, a été informé que son offre n'a pas été retenue par lettre n°0309/ARTP/DG/DAF du 24 Février 2014.

La DRP a fait l'objet d'un contrat dûment signé, approuvé par les autorités compétentes et enregistré à la Direction des Impôts le 28 Mars 2014. Le délai d'exécution est d'un (01) an et il prend effet à compter du 1er Février 2014. A la fin de chaque mois, les services compétents de l'ARTP procèdent à la certification de la facture envoyée par le prestataire (ASEP).

Les paiements mensuels ont été faits par chèque sur différentes Banques pour un montant global de 50.588.000 FCFA TTC dont 49.880.000 FCFA TTC sur l'exercice 2013.

La situation des paiements afférents à la DRP s'établit ainsi :

- Facture n°0001 du 25/01/2013, CHQ N°0332000 ICB du 12/02/2013 Montant : 4 720 000 FCFA
- Factures impayées de Février au 16 Juin 2013 : CHQ N°9284492 BICIS du 15/07/2013 Montant : 19 200 000 FCFA
- Facture n°0064 du 19/07/2013 : CHQ N°0858006 BIS du 06/08/2013 Montant : 2 360 000 FCFA
- Facture n°0065 du 19/07/2013 : CHQ N°0858011 BIS du 06/08/2013 montant : 4 720 000 Fcfa ;
- Facture n°0076 du 19/08/2013 : CHQ N° 0351851 ICB du 05/09/2013 Montant 4 720 000 FCFA ;
- Facture n°0092 du 18/09/2013 : CHQ N°0858045 BIS du 10/10/2013 Montant : 4 720 000 FCFA ;
- Facture n°0102 du 18/10/2013 : CHQ N°1376249 BSIC du 08/11/2013 Montant : 4 720 000 FCFA ;
- Facture n°0115 du 19/11/2013 : CHQ N°0106609 BRM du 11/12/2013 Montant : 4 720 000 FCFA ;
- Facture n°130 du 20/01/2014 Chèque N°0858254 BIS du 03/03/2014 Montant : 708 000 FCFA

Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

Recommandations

- *Mettre à la disposition des missions d'audit tous les documents nécessaires à la formulation objective des opinions des auditeurs,*
- *Bien identifier les marchés à passer dès le début de l'exercice,*
- *Eviter le fractionnement des marchés;*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics.*

❖ *M9 = Marché de DRP « Mise à terre du Bâtiment de Yeumbeul »*

Référence : T_DG_001 : Contrat sans N° du 19/09/2013

Titulaire : MEDIA AFRIQUE

Montant : 17 685 722 F CFA TTC

La DRP est bien indiquée dans le PPM N° P_ARTP_2013_18 pour la gestion 2013 transmis à la DCMP. Son examen ne révèle pas de pratiques de fractionnement.

La publicité est faite par une lettre d'invitation n°1572 à 1576/ARTP/DG/DAF du 24 Juin 2013 pour une date limite de dépôt des offres fixée au 04 Juillet 2013, Soit onze (11) jours, délai raisonnable. Les lettres d'invitation ont été bien reçues et des accusés de réception sont apposés sur des copies de ces dernières.

Le dossier type des DRP n'a pas été utilisé mais plutôt des TDR. Quatre offres ont été reçues et ont été bien archivées

Les offres ont été ouvertes le 04 Juillet 2013 à 10 h 30 dans la salle de conférence (CDI) de l'ARTP en présence des membres de la Commission des Marchés convoqués par courriel.

L'évaluation s'est faite selon les instructions contenues dans les TDR fournis aux candidats. Le contrat a été attribué à l'entreprise ayant présenté l'offre conforme la moins disante.

Tous les candidats non retenus ont été informés par lettre (cf lettres n° 2082, 2083 et 2087/ARTP/DG/DAF en date du 02 Août 2013) sur les copies desquelles ils ont accusé réception. L'attributaire a été informé que son offre a été retenue pour l'attribution provisoire.

Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics.

La DRP a fait l'objet d'un contrat dûment signé, approuvé par les autorités contractantes et enregistré à la Direction des Impôts le 20 Septembre 2013

Un procès-verbal de réception partielle a été fait le 1er Octobre 2013 avec des réserves. La réception définitive devra en tenir compte.

Un retard est noté dans l'exécution des prestations si on tient compte du délai d'exécution de quinze (15) jours à compter de la date de signature du contrat Date du contrat 19 Septembre 2013. La réception n'a été faite que par un agent de l'ARTP et un représentant de l'entreprise MEDIA AFRIQUE.

Compte tenu des réserves sur le PV de réception partielle, il n'a été payé que la partie relative à la mise à terre des bâtiments (5 385 000 FCFA + TVA de 18% soit 6 354 300 FCFA TTC par chèque n° 0106584 du 03/10/2013). Le reliquat doit être réglé après la réception définitive. Des pénalités de retards sont à prévoir sur les règlements futurs.

Recommandations

- *Utiliser le dossier type de DRP pour les consultations de ce niveau.*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics.*
- *Prélever les pénalités de retards sur ce marché au moment du règlement définitif.*

Marchés passés par ententes directes :

L'ARTP n'a pas passé de marché par entente directe durant l'exercice 2013.

Avenants :

Aucun avenant n'a été relevé sur la liste des marchés exécutés par l'ARTP en 2013.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

Un fractionnement a été relevé sur l'achat d'onduleurs. Il est résumé dans le tableau ci-dessous :

Num	objet	Type de marchés	titulaire	montant FCFA TTC
1	AOO "acquisition de 02 onduleurs de 30 KVA"	fourniture	ENERGIECOM	57 110 232
2	DRP "acquisition d'un groupe électrogène 10 KVA pour le site de khombole"	fourniture	SEDICOM	7 965 000
	Total			65 075 232

Sur le marché de DRP « services de gardiennages des locaux de l'ARTP », des pratiques de fractionnement ont été notées au vu des règlements mensuels fait sur le même objet sans contrat pour un montant global de 49.880.000 FCFA TTC. Ce montant augmenté du contrat passé en revue 29.913.000 FCFA TTC donne un total de 79.793.000 FCFA TTC supérieur au seuil de passation des marchés de 30.000.000 FCFA TTC prévu à l'article 53 du CMP pour les marchés de service.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Seule la procédure de passation du Marché « acquisition de véhicules pour le parc de l'ARTP » a fait l'objet de recours par CFAO MOTORS. Les griefs soulevés par ce dernier sont :

- Pour le lot 1 : l'attributaire ne dispose pas de service après-vente performant constitué d'un magasin de stockage de pièces de rechange pour les types de véhicules proposés, d'un atelier d'entretien et de réparation disposant de moyens techniques de diagnostic et moyens humains de qualité dont un technicien supérieur et deux ouvriers qualifiés, disposer d'un véhicule de dépannage et de remorquage.
- L'absence ou la non-conformité d'éléments exigés dans le DAO tels que le certificat d'authenticité et la garantie des véhicules que seul le fabricant est à mesure de délivrer par l'intermédiaire de ces distributeurs agréés.

Le Directeur Général de l'ARTP a saisi le Directeur Général de l'ARMP par la lettre N°467 DG/DJC/CMP du 21 Mars 2014. Les recours adressés à l'ARMP ont été traités et les décisions prises au niveau du CRD de l'ARMP ont été pertinentes.

Constats relatifs à l'exécution financière :

Les paiements effectués pour les prestations exécutées ont fait l'objet de règlement essentiellement par chèque ou virement. Ils sont conformes aux conditions fixées dans les marchés.

Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :

Il n'y a pas de Comité de réception formellement mis sur pied par l'ARTP. Ce qui rend difficile la vérification des réceptions des prestations faites par différents agents. Notamment avec le manque criard d'outils au niveau de la comptabilité matière.

Néanmoins, des vérifications in situ nous ont permis de noter la présence physique du matériel et des fournitures acquis durant l'exercice.

La vérification de l'existence physique des deux onduleurs a été effectué le 05/02/2015 en présence du Chef du Département Système d'information de l'ARTP.

Le rapport définitif sur l'audit organisationnel n'est pas encore disponible.

Le matériel et mobilier de bureau réceptionné ont été affectés à des utilisateurs par le comptable matière.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :

	VIOLATIONS	Articles du CMP / décret 2011 - 1048 du 27/07/11)	RECOMMANDATIONS
1	Attribution de la même référence à des marchés différents		DCMP et AC : veiller à ne pas avoir la même référence dans le PPM pour différents marchés pour éviter toute confusion, notamment sur les statistiques des marchés.
2	L'intitulé du marché « Conception d'objet publicitaires, conception et impression sur tee-shirts et casquettes » ne correspond pas à celui inscrit sur le PPM	Article 6	Inscrire les marchés à passer par l'AC sur le PPM, en respectant leurs véritables intitulés pour éviter toute confusion
3	retard de plus de 23 jours pour la publication de l'AGPM	article 6	publier le PPM avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante.
4	Non inscription d'un AMI et d'un AO dans l'AGPM	Article 6	Inscrire sur l'AGPM tous les marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence.
5	non élaboration du rapport annuel de la CPM	Arrêté 12.783 du 26/12/2012	Elaborer le rapport annuel de la CPM
6	le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	Article	Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.
7	Dépassement délai d'évaluation de 15 jours fixé par le CMP sans autorisation de la DCMP	Article 70	Respecter le délai d'évaluation fixé dans le CMP qui est de 15 jours et, au besoin d'une prorogation du délai, faire une demande à la DCMP conformément à l'article 70
8	non transmission du PV d'ouverture	article 67	Transmettre les PVO aux soumissionnaires et matérialiser cette action aux fins de vérification.
9	Retard dans la production des documents de qualification (après l'attribution provisoire)	article 44	les soumissionnaires doivent produire leurs documents de qualification avant l'attribution provisoire
10	Non publication de l'avis d'attribution définitive	Article 85	Publier l'avis d'attribution définitive
11	Type de marché mal identifié pour M6 et M7	article 5	Bien identifier le type de marché à passer
12	Insuffisance de spécifications techniques pour M7	article 7	Bien définir les spécifications techniques des acquisitions
13	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	Article 78 (décret 2011-1048)	publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics

14	Non respect du délai d'approbation par l'autorité chargée d'approuver le marché	Articles 84 du CMP	L'autorité compétente doit veiller au respect du délai d'approbation
15	Retard dans l'exécution sur le marché « mission d'audit organisationnel »		gérer l'exécution des prestations avec rigueur et dans le respect des délais contractuels.
16	Carence documentaire sur M7		Bien documenter les différentes étapes de passation des marches aux fins de suivi ou de vérification.
17	Réception non conforme pour M9		Réceptionner les prestations avec plus d'une personne.

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE PRECEDENT AUDITEUR A LA SUITE DE LA REVUE DE 2012	ACTIONS DE L'AC	Réponses de l'ARTP
Nous recommandons à l'Agence de préciser au moins dans les lettres d'invitation un formulaire de soumission, un projet de contrat, un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires et d'un bordereau de prix conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP relative à la mise en œuvre des DRP	Recommandation non encore appliquée	Le rapport de l'ARMP nous est parvenu en 2014 pour les recommandations de l'audit 2012. Pour 2014, cette recommandation est appliquée
Nous recommandons à l'Agence de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics	Recommandation non encore appliquée	Le rapport de l'ARMP nous est parvenu en 2014 pour les recommandations de 2012. Cette recommandation a été prise en compte dans la gestion 2014 avec une nette amélioration du système de classement d'archivage.
Nous recommandons à l'Agence d'informer obligatoirement les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP relative à la mise en œuvre des DRP	Recommandation non encore appliquée	Cette recommandation a été prise en compte dans la gestion 2014.
Nous recommandons à l'Agence de prévoir une clause de pénalités des retards dans tous les contrats	Recommandation non encore appliquée	Nous en prenons acte et veillerons à l'application de cette recommandation.

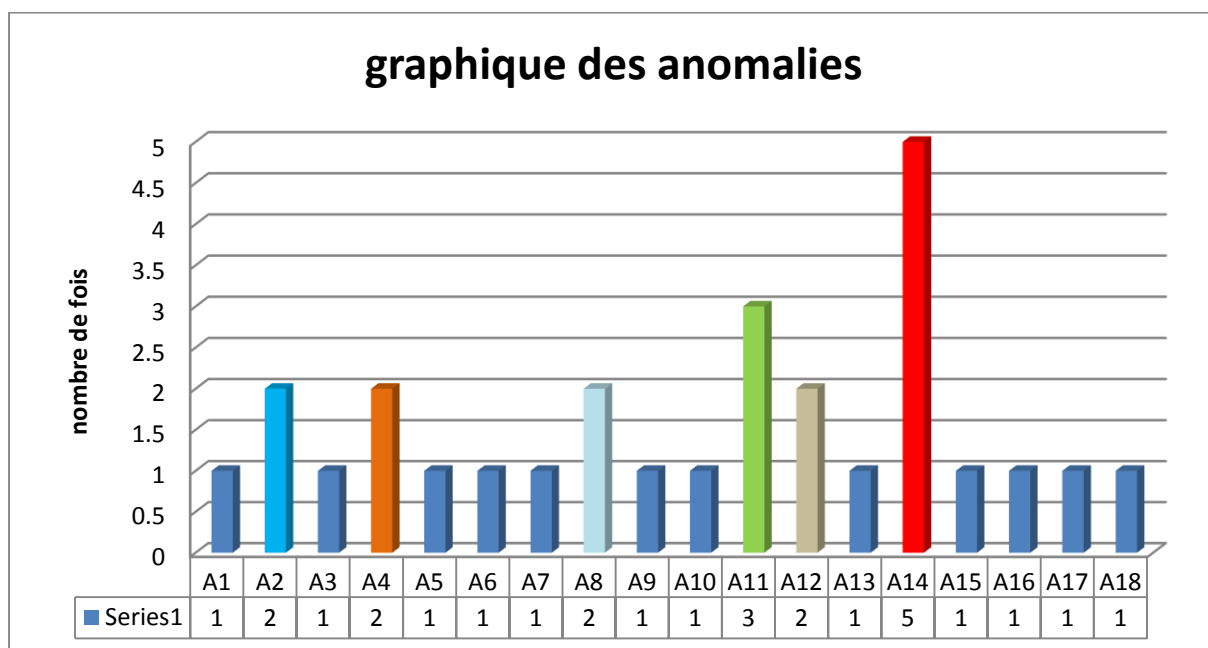
10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Les anomalies relevées sont résumées dans le tableau ci-dessous :

		PPM	CP M	C M	AOO				DRP					Total
ANOMALIES					M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	
Attribution de la même référence à des marchés différents	A1	1												1
L'intitulé du marché M7 ne correspond pas à celui inscrit sur le PPM	A2	1									1			2
retard de plus de 23 jours pour la publication de l'AGPM	A3										1			1
Non inscription d'un AMI et d'un AO	A4	2												2
Evaluation non conforme	A5											1		1
non élaboration du rapport annuel de la CPM	A6		1											1
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	A7		1											1
Non respect du délai d'évaluation	A8					1	1							2
non transmission du PV d'ouverture	A9				1									1
Retard dans la production des documents de qualification (après l'attribution provisoire)	A10										1			1
Non publication de l'avis d'attribution définitive	A11				1		1	1						3
Type de marché mal identifié	A12									1	1			2

Insuffisance de spécifications techniques	A13										1			1
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	A14								1	1	1	1	1	5
Non respect du délai d'approbation par l'autorité compétente	A15						1							1
Retard dans l'exécution	A16									1				1
Carence documentaire	A17										1			1
Réception non conforme	A18												1	1
TOTAL		4	1	1	2	1	3	1	1	3	7	2	2	28



ANNEXES

ANNEXES :
1.1 liste des marchés de l'ARTP exécutés en 2013

N°	Intitulé du marché		Type	titulaire	montant FCFA TTC
1	AO/2013/ARTP/DG/DEM "campagne QOS"	AOO	service	COMET/EDESAT	80 000 000
2	AO N°006/2013/ARTP/DAF/CA "acquisition de mobiliers et matériels de bureau"	AOO	fourniture	Lot 1 : Master Office	58 061 111
				Lot 2 : Media Afrique	30 562 000
3	AO N°2013/004/ARTP/DAF "acquisition de véhicules parc ARTP"	AOO	fourniture	SARRE -CONS	Lot 1 : 126 000 000
				Lot 2 :	70 000 000
4	AOO "acquisition de 02 onduleurs de 30 KVA"	AOO	fourniture	ENERGIECOM	57 110 232
5	AO N°2013/005/ARTP/DAF "assurance"	AOO	service	Lot 1 : NSIA Assurance	143 137 040
				Lot 2 : NSIA Assurance	9 122 210
				Lot 3 : SONAM	5 369 520
6	DRP "gardiennage"	DRP	service	ASEP	29 913 000
7	DRP "visite médicale"	DRP	service	Institut Pasteur	72 369 par Agent
8	DRP "mise à terre du bâtiment de yeumbeul"	DRP	travaux	MEDIA AFRIQUE	17 685 722
9	DRP "tee-shirt casquettes"	DRP	fourniture	Société JAMARIE	28 910 000
10	DRP "acquisition d'un groupe électrogène 10 KVA pour le site de khombole"	DRP	fourniture	SEDICOM	7 965 000
11	DRP "déménagement serveur"	DRP	service	CAMPUSY	2 950 000
12	DRP "déménagement ARTP"	DRP	service	AGS Sénégal	9 717 300
13	DRP "cadeaux ITU"	DRP	fourniture	MBENGAS	5 708 250
14	DRP "confection cadeaux ITU TELECOM"	DRP	fourniture	MMN PICTURES	4 245 793
15	DRP "audit organisationnel"	DRP	PI	Global Management Services (GMS)	29 500 000
16	DRP "assistance fiscale"		PI	SCC	23 687 000
	TOTAL				739 644 178

type de marchés	nombre	pourcentage nombre	montant	pourcentage montant
travaux	1	6%	17 685 722	2%
fourniture	7	44%	388 562 386	53%
service	6	38%	280 209 070	38%
Prestations intellectuelles	2	13%	53 187 000	7%
total	16	100%	739 644 178	100%

Marchés par mode	nombre	pourcentage nombre	montant	pourcentage montant
AOO	5	31%	579 362 113	78%
DRP	11	69%	160 282 065	22%
	16	100%	739 644 178	100%

1.2 Réponses de l'autorité Contractante :

ANOMALIES	Recommandations	Réponses de l'autorité Contractante
Attribution de la même référence à des marchés différents sur le PPM publié sur le site des marchés publics	DCMP et AC : veiller à ne pas avoir la même référence dans le PPM pour différents marchés pour éviter toute confusion, notamment sur les statistiques des marchés.	Nous prenons acte. Pour 2014, la DCMP en a tenu compte.
L'intitulé du marché M7 ne correspond pas à celui inscrit sur le PPM	Inscrire les marchés à passer par l'AC sur le PPM, en respectant leurs véritables intitulés pour éviter toute confusion	Nous prenons acte et veillerons à cette non-conformité.
retard de plus de 23 jours pour la publication de l'AGPM	publier le PPM avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante. (décret 2011-1048 du 27/07/2011).	Le budget de l'ARTP n'était pas encore approuvé. Nous en prenons acte et veillerons à la publication de l'AGPM à bonne date.
Non inscription d'un AMI et d'un AO	Inscrire sur l'AGPM tous les marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence.	Ces besoins ont été exprimés en cours d'année et pris en compte lors d'un réaménagement budgétaire.
non élaboration du rapport annuel de la CPM	Elaborer le rapport annuel de la CPM	Nous en prenons acte et veillerons à sa production à bonne date dans les prochains exercices.

le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.	La commission des marchés est convoquée par voie électronique et pour le Contrôleur financier une convocation physique lui est envoyée. Nous en prenons acte.
Non respect du délai d'évaluation	Respecter le délai d'évaluation fixé dans le CMP qui est de 15 jours, et au besoin d'une prorogation du délai faire une demande à la DCMF conformément à l'article 70	Nous en prenons acte et veillerons au respect strict des délais.
Non transmission du PV d'ouverture	Transmettre les PVO aux soumissionnaires et matérialiser cette action aux fins de vérification. (article 67)	Le PV d'ouverture est systématiquement remis aux soumissionnaires présents avec une liste de présence signée. L'auditeur nous a demandé de rajouter une colonne pour que le soumissionnaire signe « reçu ». Nous en prenons acte.
Retard dans la production des documents de qualification (après l'attribution provisoire)	les soumissionnaires doivent produire leurs documents de qualification avant l'attribution provisoire (article 44 du CMP/ décret 2011-1048 du 27/07/2011)	Dans les PV d'ouverture nous leur donnons 8 jours pour produire tous les documents. Nous en prenons acte.
Non publication de l'avis d'attribution définitive	Publier l'avis d'attribution définitive conformément à l'article 85	Nous en prenons acte et veillerons désormais au respect strict des dispositions de publication.
Type de marché mal identifié pour M6 et M7	Bien identifier le type de marché à passer (article 5)	Nous en prenons acte.
Insuffisance de spécifications techniques pour M7	Bien définir les spécifications techniques des acquisitions (article 7)	Nous en prenons acte.
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics (article 78)	Nous en prenons acte et veillerons désormais au respect strict des dispositions de publication.
Non respect du délai d'approbation par l'autorité compétente sur le marché « Recrutement de compagnies d'assurance »	L'autorité compétente doit veiller au respect du délai d'approbation (article 30)	Nous en prenons acte.
Retard dans l'exécution sur le marché « mission d'audit organisationnel »	Bien suivre l'exécution des prestations	Nous en prenons acte.

Carence documentaire pour M7	Bien documenter les différentes étapes de passation des marchés aux fins de suivi ou de vérification.	Toutes les étapes sont bien documentées ; seulement, les documents sont un peu dispersés ; néanmoins, nous prenons acte et veillerons à la gestion efficiente de l'archivage et du classement conformément aux normes.
Réception non conforme pour M9	Réceptionner les prestations avec plus d'une personne.	Les réceptions et livraisons sont effectuées par plus d'une personne mais nous en prenons acte et veillerons à la mise d'une commission de réception par note de service.